

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Séminaire européen : Promouvoir les SIG pour tous - Quel cadre légal européen ?

Bruxelles - 14/15 novembre 2006

Le résumé des travaux du séminaire est maintenant en ligne sur celsig@celsig.org (français uniquement)

Transparence

Suite à la consultation publique sur le Livre vert intitulé "Initiative européenne en matière de transparence" (voir bulletin 195/196), la Commission a adopté, le 21 mars dernier, une communication sur le suivi du Livre vert (COM(2007)127final). Pour les trois volets examinés, la Commission ♦ créera et lancera au printemps 2008 un nouveau registre facultatif des représentants d'intérêt comportant un mécanisme d'"alerte" (appelé à remplacer progressivement l'actuelle base de données CONECCS) ♦ améliorera la transparence, d'une part au moyen d'une application renforcée des normes applicables à ses consultations, sur la base notamment d'un site web standard, et d'autre part, grâce à une analyse approfondie des participants. Cet outil sera lié au registre ♦ élaborera un code de déontologie qui devra être examiné avec les acteurs intéressés en 2007. Le respect de ce code constituera une condition de l'inscription dans le registre et sera contrôlé par la Commission ♦ renforcera l'application des normes de consultation de la Commission au moyen d'une série de mesures pratiques, prises en interne ♦ poursuivra et mettra en oeuvre sa politique concernant la publication de l'identité des bénéficiaires des fonds communautaires.

Ensemble des documents de la Commission sur http://ec.europa.eu/transparency/eti/results_fr.htm

Services postaux

Suite à la proposition de directive d'achèvement du marché intérieur postal présenté par la Commission le 18 octobre 2006 (voir bulletin 204), le rapporteur Markus Ferber (PPE-DE, Allemagne) a déposé fin mars devant la commission parlementaire des transports et du tourisme son projet de rapport. Il suggère, lorsque le secteur sera complètement ouvert à la concurrence, de limiter le champ d'application du service postal universel (SPU) aux seuls envois unitaires effectués par les particuliers [actuellement le service universel comporte une levée et une distribution du courrier au domicile des personnes (physiques ou morales) tous les jours ouvrables et pas moins de cinq jours par semaine]. Il retient début 2009 pour l'ouverture à la concurrence du courrier de moins de 50 grammes. S'il ne fait pas de propositions en matière de financement du SPU, le rapport estime que la passation de marchés publics devra être obligatoire quelque soit le mode de financement retenu pour le SPU. Il considère que c'est à chaque Etat membre de définir ce qu'est un prix abordable, et non pas au niveau européen, et que le tarif unique sur un territoire national ne pourra être appliqué qu'aux envois unitaires. En matière de réglementation du droit du travail, il propose que la directive postale n'affecte pas la responsabilité des Etats membres qui pourront "arrêter des mesures dans le secteur antérieurement réservé [...] conformément au droit communautaire".
.../...

European seminar: Promoting SGI for all - Which European legal framework?

Brussels 14/15 November 2006

A summary of the seminar's work is now available online at celsig@celsig.org (in French only).

Transparency

Following the broad public consultation on the Green Paper entitled "European Transparency Initiative" (see bulletin 195/196), the Commission adopted, on 21st March 2007, a communication on the follow-up to the Green Paper (COM (2007) 127 final). In the three examined areas, the Commission ♦ will create and launch, in Spring 2008, a new voluntary registration of the representatives of opinion of interest groups including a "warning" mechanism (intended to gradually replace the current data base, CONECCS) ♦ will improve transparency through, on the one hand a reinforced application of the applicable standards to its consultations, in particular, on the basis of a central Web site and, on the other hand, through a thorough analysis of the participants. This mechanism will be associated to the register ♦ will set up a common Code of Conduct which will be jointly examined with the interested parties, in 2007. Conformity to this code will constitute a registration prerequisite and will be controlled by the Commission ♦ will reinforce the application of consultation standards of the Commission by means of a series of practical in-house measures ♦ will carry on with and implement its policy concerning the publication of the identity of the beneficiaries of Community funds.

All Commission's documents on the issue are available at: http://ec.europa.eu/transparency/eti/results_en.htm

Postal services

Following the proposal for a Directive on the completion of the internal market for postal services, presented by the Commission on 18th October 2006 (see bulletin 204), rapporteur Markus Ferber (PPE-DE, Germany) submitted his draft report before the parliamentary committee for transport and tourism, end March. The report proposes, after the completion of the opening to competition of the sector, limiting the scope of the universal postal service (UPS) to single items sent by private individuals [currently the universal service includes one mail collection and distribution at the client's (physical or moral) premises, every working day and not less than five days per week]. It maintains early 2009 as the date for the opening to competition for letters weighing less than 50 grams. Whilst it does not make any proposals as regards the financing of the UPS, the report deems that tendering of public contracts will have to be obligatory irrespective of the mode chosen to finance the SPU. It further considers that it is up to each Member State to define what is an affordable price, and not at the European level and, that a single charge within a given territory can only be applied to individual items. As regards the labour law regulation, it suggests that the postal directive should not affect the responsibility Member States have by which they will be able "to adopt measures in the previously reserved sector [...] in accordance with the Community legislation".
.../...

Il estime, par ailleurs que la Commission devrait faire rapport sur la mise en oeuvre de la directive postale tous les quatre ans (et non trois) et suggère que la Commission publie "avant le 31 décembre 2008, des orientations sur l'application au secteur postal des règles de concurrence et de réglementation des aides d'Etat" (voir également bulletin 211).

Les membres de la commission parlementaire peuvent déposer des amendements jusqu'au 27 avril et le vote de la commission est prévu en juin. Le Parlement pourrait se prononcer en session plénière en juillet prochain. La proposition de directive est, par ailleurs, inscrite à l'ordre du jour de la réunion des ministres européens des télécommunications de juin.

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/pr/655/655408/655408fr.pdf

Transports

♦ **Erika III** : Lors de la session plénière du 29 mars dernier, les députés européens ont adopté deux des sept rapports relatifs au troisième "paquet" maritime, Erika III. Ces rapports concernent les propositions de directives relatives à la responsabilité civile et les garanties financières des propriétaires de navires, d'une part, les obligations des Etats accordant le pavillon, d'autre part. Avec le premier rapport, présenté par Gilles Savary (PSE, France), le Parlement retient la proposition d'incorporer dans le droit communautaire, la convention de l'Organisation maritime internationale (OMI) sur la limitation de responsabilité pour les créances maritimes afin de pouvoir responsabiliser juridiquement les propriétaires de navires. Il introduit, également, la convention sur l'indemnisation pour les dommages liés au transport des substances nocives et potentiellement dangereuses et la convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute. Avec le deuxième rapport, présenté par Marta Vincenzi (PSE, Italie), le Parlement retient la proposition d'introduire dans le droit communautaire les conventions de l'OMI relatives à la prévention de pollution de l'environnement marin (MARPOL) et à de sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS).

En incorporant ces conventions dans le droit communautaire, l'objectif est d'obliger les Etats membres à les ratifier sous peine de sanction. Si le Parlement soutient la volonté de la Commission de communautariser les règles de sécurité maritime, de lourdes réticences subsistent au Conseil qui ne devrait pas aborder le sujet avant le premier semestre 2008.

♦ **Transports de voyageurs par route et rail** : La commission transport du Parlement européen a adopté, le 27 mars dernier, une série d'amendements à la position commune adoptée par le Conseil sur la proposition de règlement relative aux obligations de service public de transport de voyageurs par chemin de fer ou par route. Parmi les 237 amendements, certains proposent, notamment : que les plafonds pour pouvoir accorder directement des contrats de service public soient portés à 1 million d'euros ou 300 000 km annuels, et dans le cas d'une PME employant de 50 à 250 personnes ces seuils seraient de 3 millions d'euros et 1 million de km (la position du Conseil prévoit respectivement 1,7 millions d'euros et 500 000km); d'adopter une définition plus stricte des concepts d'autorité régionale ou locale compétentes, d'opérateur internes ; de réduire à 8 ans le délai de mise en conformité avec le règlement (12 ans dans la position du Conseil) ; d'examiner de plus près la question de la sous-compensation de l'obligation de service public. .../..

Further, it considers that the Commission should be required to submit a report on the implementation of the postal directive every four years (and not three) and, advises that the Commission publishes "before the 31st December 2008, a report concerning orientations on the application, to the postal sector, of competition rules and regulation of State aid" (see also bulletin 211).

Members of the parliamentary committee are invited to submit amendments up until 27th April and the Commission's vote is slated for June. The Parliament may make known its decision during the plenary session in July. In addition, the Directive proposal is included on the agenda of the meeting of the European Ministers for telecommunications, in June.

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/pr/655/655408/655408en.pdf

Transports

♦ **Erika III**: During the plenary session, on 29th March, the European members of Parliament adopted two of the seven reports concerning the third maritime "package", Erika III. These reports deal with proposals for the Directive on the civil liability and the financial guarantees for ship owners, on the one hand and, on the other hand, the obligations of the Flag States (countries where the ships are registered). Through the first report, presented by Gilles Savary (PSE, France), the Parliament adopts the proposal to incorporate into the Community law, the International Maritime Organization (IMO) convention on the Limitation of Liability for Maritime Claims, in order to be in a position to render ship owners legally responsible of their acts. It also introduces a convention on the compensation for damages related to the transportation of harmful and potentially dangerous substances, as well as the 2001 International Convention on the civil liability for damages due to the pollution caused by bunker oil. With the second report, presented by Marta Vincenzi (PSE, Italy), the Parliament adopts the proposal which introduces into the Community law IMO conventions concerning the prevention of pollution to the marine environment (MARPOL) and to the safeguard human life at sea (SOLAS).

By incorporating these conventions into the Community law, the objective sought is to oblige Member States to ratify them or else face penalties. Whereas the Parliament openly supports the Commission's willingness to establish Community maritime safety requirements, serious concerns still remain within the Council which is not likely to tackle the subject before the first semester of 2008.

♦ **Road and rail passenger transports**: The transport committee of the European Parliament, on 27th March, adopted a series of amendments to the joint position adopted by the Council on the proposal for a Regulation concerning public service obligations for the transportation of passengers by road or by railway. Among the 237 amendments, some propose, in particular: that the ceiling authorising the direct awarding of public service contracts, without calls to tender, be raised to 1 million euros or 300.000 km per year and, in the case of an SME employing 50 to 250 people these thresholds would be fixed at 3 million euros and 1 million km respectively (the Council envisages 1.7 million euros and 500,000km respectively); the need to adopt a more strict definition of the concepts of competent regional or local authority and of the internal operator; the need to reduce to 8 years the delay period required to be in conformity with the regulation (12 years in the Council's position); the need to examine more closely the question of the under-compensation of the public service obligation. .../...

Le Parlement devrait examiner ce rapport lors de sa plénière de mai, et la présidence allemande du Conseil a estimé qu'un accord pourrait être dégagé avant la fin de sa présidence (voir également bulletin 180).

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/am/655/655636/655636fr.pdf

♦ **Droits des passagers aériens** : Deux ans après son entrée en vigueur ((CE) 261/2004), les différences, voire les divergences, d'interprétation et de mise en oeuvre du règlement sur les droits des passagers aériens, en particulier, en ce qui concerne les notions de "retard" et "d'annulation" de vol, ainsi que la manière dont les organismes nationaux de contrôle exercent leur rôle, sont telles que le Conseil a décidé, après concertation avec les parties intéressées, d'établir un guide des bonnes pratiques, de clarifier les notions de retard et d'annulation, d'inciter à l'harmonisation du système d'indemnisation. Si les résultats ne sont pas convaincants, la Commission lancera des procédures d'infraction, et, si les carences persistent, elle ouvrira le débat législatif en vue d'établir un règlement plus contraignant. De plus, d'ici l'été les compagnies aériennes devront afficher dans tous les aéroports le nouveau dispositif d'information des passagers préparé par la Commission.

♦ **Droits des passagers du rail** : Suite à l'avis du Parlement européen du 18 janvier dernier, en deuxième lecture, sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires, consécutif à la position commune du Conseil du 24 juillet 2006 (voir bulletin 210, "troisième paquet ferroviaire"), la Commission s'est finalement ralliée à la position du Parlement en retenant la quasi-totalité des amendements du Parlement, en particulier l'extension du champ d'application de ce règlement aux passagers nationaux. Le Conseil, craignant la charge que cela pouvait représenter pour certains Etats membres, souhaitait le limiter aux seuls passagers internationaux, soit 5% des voyageurs. Sur deux points la Commission n'a pas suivi le Parlement : l'accès des gares et des trains aux personnes à mobilité réduite, la rémunération du transport des poussettes, fauteuils roulants, bicyclettes, etc. Le comité de conciliation doit se prononcer en mai.

♦ **Contrôle aérien en Europe** : Le Conseil a définitivement adopté le 27 février dernier, le règlement qui établit l'entreprise commune chargée d'assurer la phase de développement du programme européen de modernisation du contrôle aérien en Europe (SESAR). Elle sera opérationnelle courant 2008. Composée aujourd'hui de la Commission européenne et d'Eurocontrol, la Banque européenne d'investissement, des pays tiers et des entreprises (publiques ou privées) pourront aussi en devenir membres.

Contribution du marché à l'environnement : consultation

Faisant suite au Conseil européen des 8 et 9 mars derniers (voir bulletin 213), la Commission a adopté, le 28 mars, un Livre vert "sur les instruments fondés sur le marché en faveur de l'environnement et des objectifs politiques connexes" (COM(2007) 140 final). Il lance une consultation publique sur les divers instruments du marché (taxation indirecte, subvention, droit d'échange de quotas d'émission, etc.) qui pourraient faire l'objet d'une utilisation accrue ou mieux ciblée pour remplir au niveaux européen et national les objectifs de développement durable fixés par les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil de mars dernier (voir bulletin 213), notamment en matière d'énergie, politique de l'environnement, transports. La consultation sera close le 31 juillet prochain.

Documents sur

http://ec.europa.eu/taxation_customs/article_3849_fr.htm

The Parliament is to examine this report during the May plenary session, and the German presidency of the Council has expressed the hope that an agreement could be reached before the end of its presidency (see also bulletin 180).

http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2004_2009/documents/am/655/655636/655636en.pdf

♦ **Air passengers' rights**: Two years after the entry into force of the regulation on the rights of air passengers ((EC) 261/2004), differences and in some cases even divergences, of interpretation and implementation, in particular, as regards the concepts of "delay" and "cancellation" of flights, as well as the way in which national control organisations exercise their role, are such that the Commission has decided, after consultation with interested parties, to draw up a guide to good practices, in order to clarify the concepts of delay and cancellation and to encourage the harmonisation of compensation procedures. Should the outcome not be convincing enough, the Commission will launch infringement procedures and, if shortcomings still persist, it will start up a legislative debate in order to establish a more binding regulation. Moreover, by Summer this year, airlines will be required to display in all airports the new passengers' information document prepared by the Commission.

♦ **Rail passengers' rights**: Following the European Parliament's opinion of 18th January, in its second reading, on the rights and obligations of railway passengers, consecutive to the joint position of the Council of 24th July 2006 (see bulletin 210, "third railway package"), the Commission finally joined the Parliament's position by retaining almost all the amendments submitted by the Parliament, in particular, the extension of the scope of the application of this regulation to national passengers. The Council, fearing the burden that such a measure could represent for certain Member States, wished to limit it to international passengers only, that is to say 5% of passengers. However, on two points the Commission distanced itself from the Parliament's position: the access facilities to stations and trains for the people with reduced mobility, charges for the transportation of prams, wheel chairs, bicycles, etc. The arbitration committee is to give its decision in May.

♦ **Air traffic control in Europe**: On 27th February the Council definitively adopted the regulation which establishes the joint undertaking charged to oversee the development phase of the European programme for the modernisation of air traffic control in Europe (SESAR). It will become operational sometime in 2008. Currently composed of the European Commission and Eurocontrol only, the European Investment Bank, third countries and companies (public or private) will also be able to become members.

Market contribution to the environment: consultation

As a follow-up to the European Council of 8th and 9th March (see bulletin 213), on 28th March the Commission adopted a Green Paper "on market-based instruments for environment and related policy purposes" (COM (2007) 140 final). It launches a public consultation on the various market instruments (indirect taxation, subsidy, exchange rights of emission quotas etc) which could possibly be considered for an accrued or better targeted usage with the aim to fulfil the objectives of sustainable development at both the European and national levels, as laid down by Heads of State and government during the March Council (see bulletin 213), in particular, as regards energy, environmental policy and transports. The consultation ends on 31st July.

Documents are available at

http://ec.europa.eu/taxation_customs/article_3849_en.htm

Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

La Commission a fait connaître ses premières propositions pour clarifier le fonctionnement du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation qui, depuis le 1er janvier dernier, est doté d'un montant de 500 millions d'euros par an pour la période 2007/2013. La demande pour en bénéficier doit être faite officiellement par l'Etat membre demandeur qui devra montrer le "lien clair" avec la mondialisation, et concerner au moins 1000 personnes. Le fonds ne peut financer que des "mesures actives" d'éducation ou de recherche d'emploi (voir également bulletin 208).

Cour de justice

Droit pénal - Concession : Dans un arrêt du 6 mars 2007, dans les affaires jointes C-338/04, C-359/04 et C-360/04, la Cour dit que si la législation pénale relève de la compétence des Etats membres, ceux-ci ne peuvent cependant pas restreindre les libertés fondamentales en violation du droit communautaire.

Dans les affaires en cause, aux termes de la loi italienne, l'organisation des jeux de hasard ou la collecte de paris nécessite l'attribution préalable d'une concession et d'une autorisation de police. Toute infraction à ces règles est passible de sanctions pénales et de peines d'emprisonnement. L'objectif de la loi est d'attirer les joueurs vers des activités de paris et de jeux autorisées et réglementées. En outre, afin d'exclure les opérateurs impliqués dans des opérations criminelles ou frauduleuses, les sociétés cotées en bourse étaient exclues des appels d'offres.

En 1999, des concessions en nombre limité ont été attribuées pour une durée de six ans, renouvelable pour la même durée. En 2004, trois gérants de centre de transmission de données opérants en Italie pour le compte d'une société de droit anglais titulaire d'une licence de la ville de Liverpool ont été condamnés pour avoir exercé leur activité sans l'autorisation de police requise.

La Cour dit que des motifs d'ordre moral, religieux ou culturel peuvent justifier des restrictions aux libertés d'établissement et de prestation de services, celles-ci doivent cependant répondre aux conditions de proportionnalité. Par conséquent, l'objectif de l'Italie d'attirer les joueurs vers des activités non clandestines est justifiée et un système de concession peut constituer un mécanisme efficace pour contrôler les opérateurs. Cependant, le juge national doit vérifier si la limitation du nombre total de concessions ne constitue pas une entrave à la liberté d'établissement et de prestation de services. Par ailleurs, l'exclusion totale des sociétés de capitaux des appels d'offres afin d'exclure les opérateurs impliqués dans des opérations criminelles ou frauduleuses lui paraît aller au delà de ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif quand d'autres moyens de contrôle existent pour contrôler les comptes et les activités des opérateurs. La Cour ajoute que l'illégalité de l'exclusion de certains opérateurs des appels d'offres oblige l'Etat membre à prévoir des procédures pour sauvegarder les droits que ces opérateurs tirent du droit communautaire et qu'entre temps ceux-ci ne peuvent faire l'objet de sanctions. La procédure d'octroi d'autorisation de police présupposant une concession est entachée des mêmes vices.

Sur les questions de la hiérarchie du droit et du droit pénal, voir également bulletins 181, 189, 198/199, 212.

European Globalisation Adjustment Fund

The Commission has revealed its first proposals to clarify the operation of the European Globalisation adjustment Fund which, starting from 1st January, has an annual budget of 500 million over the period 2007/2013. Demands for the funds should be officially addressed by the demanding Member State showing a "clear link" with globalisation and should concern at least 1000 people. The funds can only finance "active measures" in education or those involving a search for employment (see also bulletin 208).

The Court of Justice

Criminal law - Concession: In its decision of 6th March 2007, concerning joint cases C-338/04, C-359/04 and C-360/04, the Court rules that if criminal law falls under the responsibility of Member States, the latter can, nevertheless, not restrict fundamental freedoms in violation of the Community law.

In the cases in question, under the Italian law, the organisation of games of chance or the collection of bets requires the prior attribution of a licence and permission from the police. Any infringement to these rules is liable to penal sanctions and imprisonment sentences. The objective of the law is to attract players towards authorised and regulated activities of betting and games. Moreover, in order to exclude operators involved in criminal or fraudulent operations, listed companies in the stock market were excluded from the invitations to tender.

In 1999, a limited number of licences were granted for a six year duration, which could be renewed for the same duration. In 2004, three managers of data transmission centres operating from Italy on behalf of an English law company, holder of a licence in Liverpool, were convicted for having carried out such activities without the necessary police authorisation.

The Court says that moral, religious or cultural order reasons can justify restrictions on the freedom of establishment and provision of services, such arguments must, however, satisfy conditions regarding their proportionality. Consequently, Italy's objective of attracting players towards non-clandestine activities is justified and a system of concession can constitute an efficient mechanism for controlling operators. However, the national judge must verify whether the limitation of the total number of licences does not constitute an obstacle to the freedom of establishment and provision of services. In addition, the total exclusion of the joint stock companies from the invitations to tender in order to exclude those operators involved in criminal or fraudulent operations, appears to the Court to go well beyond what is necessary to achieve this goal when other control methods exist to check the accounts and the activities of operators. The Court adds that the illegality of the exclusion of certain operators from invitations to tender obliges the Member State to envisage procedures to safeguard rights which these operators draw from the Community law and, meanwhile, the operators in question cannot be subjected to sanctions. The procedure of granting police authorisation presupposes that a concession is sullied with the same defects.

On the questions of law and criminal law hierarchy see also bulletins 181, 189, 198/199, 212.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. E-mail : <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year*: € 100. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.